

Ständerat • Wintersession 2020 • Neunte Sitzung • 10.12.20 • 08h15 • 20.075 Conseil des Etats • Session d'hiver 2020 • Neuvième séance • 10.12.20 • 08h15 • 20.075



20.075

Covid-19-Solidarbürgschaftsgesetz

Loi sur les cautionnements solidaires liés au Covid-19

Differenzen - Divergences

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.10.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 02.12.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 02.12.20 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.12.20 (DRINGLICHKEITSKLAUSEL - CLAUSE D'URGENCE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.12.20 (DRINGLICHKEITSKLAUSEL - CLAUSE D'URGENCE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.12.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.12.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Bundesgesetz über Kredite mit Solidarbürgschaft infolge des Coronavirus Loi fédérale sur les crédits garantis par un cautionnement solidaire à la suite du coronavirus

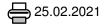
Levrat Christian (S, FR), pour la commission: Permettez-moi, d'abord, de faire une remarque introductive qui concerne aussi bien le présent objet 20.075, "Loi sur les cautionnements solidaires liés au Covid-19", que l'objet suivant 20.084, "Loi Covid-19. Modification". Nous n'allons traiter que le premier de ces deux objets aujourd'hui. Nous avons demandé au président du conseil de retirer l'objet 20.084 de l'ordre du jour parce que la commission a décidé ce matin, à l'unanimité, de déposer une demande de réexamen auprès de la commission soeur du Conseil national, de manière à améliorer le dispositif de soutien aux branches qui sont particulièrement touchées – notamment par les mesures annoncées par le Conseil fédéral – et aux personnes particulièrement fragilisées.

Le Conseil fédéral nous a, de plus, signalé qu'il est également possible qu'il fasse des propositions alternatives pour soutenir les entreprises concernées, tant et si bien que la procédure dans cet objet sur la loi Covid-19 sera la suivante. La commission du Conseil national se prononcera formellement sur le principe du réexamen lundi matin. Lundi, en début d'après-midi, la Commission de l'économie et des redevances de notre conseil se réunira pour examiner les éventuelles propositions du Conseil fédéral et les propositions de réexamen déposées par notre commission et adoptées à l'unanimité. Notre conseil se prononcera lors de sa séance de lundi après-midi sur ces propositions. Nous avons aussi la garantie que d'éventuelles propositions du Conseil fédéral ou de membres de notre conseil puissent être intégrées dans l'examen de ce projet de loi Covid-19. Cette procédure ne concerne, par contre, pas la présente loi sur les cautionnements solidaires liés au Covid-19, qui peut être traitée aujourd'hui et sur laquelle nous pouvons trancher aujourd'hui de façon définitive. Nous avons cinq divergences avec le Conseil national.

La première porte sur l'article 2 alinéa 2 lettre a. Il s'agit de déterminer si le versement de dividendes doit être interdit ou si la décision de verser des dividendes doit être interdite dans le cas d'un cautionnement solidaire. Votre commission a décidé, à l'unanimité sur ce point, de se rallier au Conseil national, étant entendu que le versement de dividendes est interdit pour toute la durée des prêts accordés sous la forme d'un cautionnement solidaire, donc y compris durant les mois écoulés.

Par contre, la décision ne déploie pas d'effet rétroactif quant à la volonté ou à la décision de verser des dividendes. Les quelque 100 sociétés qui avaient pris une décision de verser des dividendes, mais qui n'avaient pas effectué le versement, ne seraient pas contraintes de réviser leur décision et de

AB 2020 S 1315 / BO 2020 E 1315



1/10



Ständerat • Wintersession 2020 • Neunte Sitzung • 10.12.20 • 08h15 • 20.075 Conseil des Etats • Session d'hiver 2020 • Neuvième séance • 10.12.20 • 08h15 • 20.075



corriger les procès-verbaux de leur assemblée générale. Il n'y a donc, de ce point de vue pas d'effet rétroactif.

Art. 2

Antrag der Kommission Abs. 2 Bst. a Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates Abs. 4

Die Kreditnehmerin oder der Kreditnehmer darf die Rechte und Pflichten aus dem Kreditverhältnis nicht übertragen. Findet trotzdem eine Übertragung statt, so entfaltet sie mit Bezug auf den gestützt auf die Covid-19-SBüV verbürgten Kredit keine Wirkung. Zulässig ist hingegen eine Übertragung im Rahmen einer Umstrukturierung nach dem Fusionsgesetz vom 3. Oktober 2003. Die Kreditgeberin stimmt einer solchen Übertragung zu, sofern sie mit der Übertragung sämtlicher Aktiven und Passiven oder zumindest des wesentlichen Teils des Unternehmens der Kreditnehmerin oder des Kreditnehmers oder mit einer Umwandlung der Kreditnehmerin oder des Kreditnehmers verbunden ist. Die Kreditgeberin muss dabei keine Sicherstellung verlangen. Auf eine Übertragung, die nach diesem Absatz zulässig ist, findet Artikel 493 Absatz 5 Satz 2 OR keine Anwendung. Die Bürgschaftsorganisation wird schriftlich oder elektronisch durch die Kreditgeberin über die Umstrukturierung informiert.

Art. 2

Proposition de la commission
Al. 2 let. a
Adhérer à la décision du Conseil national

Le preneur de crédit n'est pas autorisé à transférer les droits et obligations qui découlent de la relation de crédit. Si un transfert a tout de même lieu, il ne déploie aucun effet sur le crédit cautionné en vertu de l'OCaS-Covid-19. Est en revanche autorisé le transfert dans le cadre d'une restructuration au sens de la loi du 3 octobre 2003 sur la fusion. Le donneur de crédit approuve une tel transfert pour autant qu'il soit lié au transfert de tous les actifs et passifs ou au moins de la partie essentielle de l'entreprise du preneur de crédit, ou à une transformation du preneur de crédit. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire que la banque exige une garantie. L'article 493 alinéa 5 deuxième phrase, CO ne s'applique pas aux transferts qui sont autorisés conformément au présent alinéa. L'organisation de cautionnement est informée de la restructuration par écrit ou par voie électronique.

Präsident (Kuprecht Alex, Präsident): Herr Levrat, Sie haben sich in Ihren einleitenden Bemerkungen bereits zu Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a geäussert. Wünschen Sie dazu noch einmal das Wort?

Levrat Christian (S, FR), für die Kommission: Ich habe in meinen Ausführungen dargestellt, warum wir uns mit der Position des Nationalrates anfreunden können: weil der Entscheid keine Rückwirkung hat und die Generalversammlungen der betroffenen Unternehmen nicht zwingt, ihre Entscheide zu korrigieren.

A l'article 2 alinéa 4, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats vous propose un compromis entre la version du Conseil national et celle du Conseil des Etats. Le Conseil national considérait que des fusions ou des transferts de crédits cautionnés n'étaient possibles qu'avec l'accord des banques concernées. Le Conseil des Etats préférait retenir un accord des sociétés de cautionnement.

La commission vous propose, ici aussi à l'unanimité, de reprendre le concept du Conseil national, mais de limiter la marge de manoeuvre des banques concernées. Celles-ci ne pourraient s'opposer à des transferts de ces crédits cautionnés que dans les cas où une structure abusive aurait été mise en place, donc dans les cas où une part essentielle de l'entreprise serait transférée par volonté d'abus. Cette nouvelle formulation proposée par la commission devrait obtenir l'assentiment du Conseil national, car elle se rapproche beaucoup de la construction qu'il a retenue.

Engler Stefan (M-CEB, GR): Keine Angst, ich werde nicht beantragen, etwas zu ändern. Trotzdem zwei Worte zur Gesetzgebung und zur Gesetzgebungstechnik in unserem Rat: Wir laufen Gefahr, in dem Tempo, in dem wir jetzt Gesetzgebung machen, gewisse Grundsätze zu vergessen. An dieser Stelle fällt es mir deutlich auf. In der Sorge, sage ich jetzt, gute Gesetzgebung zu machen – es geht dabei auch darum, wie eine Gesetzesvorschrift formuliert wird, wie sie aufgebaut wird, was in ein Gesetz, was in eine Verordnung gehört, wenn wir von qualitativer Gesetzgebung sprechen –, ist es mir wichtig, dass man den Anspruch auf Dauer wieder



Ständerat • Wintersession 2020 • Neunte Sitzung • 10.12.20 • 08h15 • 20.075 Conseil des Etats • Session d'hiver 2020 • Neuvième séance • 10.12.20 • 08h15 • 20.075



zurechtjustiert. Denn es müsste doch ein Anspruch eines nationalen Parlamentes sein, qualitativ gute Gesetze zu schreiben. Ich kritisiere niemanden; es ist allerdings eine Besorgnis, die mich etwas umtreibt.

Maurer Ueli, Bundesrat: Es geht hier um die Übertragung von Bürgschaftskrediten. Da haben wir lange nach Lösungen gesucht. Was wir jetzt erarbeitet haben, ist ein Vorschlag von Herrn Ständerat Schmid, der mit der Verwaltung abgestimmt wurde. Mit dem Vorschlag, glaube ich, können wir das Ziel verfolgen, beim Massengeschäft zu bleiben, nicht allzu viele Einzelgeschäfte oder Abweichungen aufzunehmen und trotzdem effizient zu sein.

Wenn ich noch etwas zur Bemerkung von Herrn Engler sagen kann: Es ist natürlich schon so, dass wir sehr viele Geschäfte in einer Samstagnacht oder am Sonntag erarbeitet haben, weil sie am Montag fertig sein mussten. Trotz aller Mühe, die wir uns gegeben haben, und trotz des Einbezuges aller möglichen Akteure stellen wir dann später gewisse Lücken fest. Im Moment sind wir leider immer noch etwas in diesem Rhythmus. Daher bin ich auch gerade um den Ständerat sehr froh, der sich diesbezüglich sehr viel und stark einbringt. Mir graut es aber manchmal, und ich hoffe, dass wir wieder zu normalen Rhythmen finden.

Präsident (Kuprecht Alex, Präsident): Ich gebe dem Konstrukteur dieses Lösungsvorschlages, Herrn Schmid, die Möglichkeit, sich zu äussern.

Schmid Martin (RL, GR): Inhaltlich haben wir eine Lösung gefunden, die, so glaube ich, eben allen Interessen – dem Schutz des Steuerzahlers, der Flexibilität bei Umstrukturierungen, aber auch der Praktikabilität in Sachen Massengeschäft – Rechnung trägt. Kollege Engler hat aber natürlich völlig zu Recht darauf hingewiesen, dass wir uns gesetzgebungstechnisch auf sehr dünnem Eis bewegen und die Qualität eigentlich nicht einmal genügend ist. Auch Kollege Caroni hat mich darauf hingewiesen; schauen Sie sich einmal die Fahne zu Absatz 4 an. Mir ist das auch aufgefallen. Wir mussten aber – und Herr Bundesrat Maurer hat das gesagt – in kürzester Zeit eine Lösung finden. Eigentlich machen wir die Differenzierung zwischen Verordnung und Gesetz nicht mehr, weil sonst das Parlament das Vertrauen in den Bundesrat nicht hätte. Deshalb müssen wir viele Themen auf Gesetzesstufe regeln – weil wir eben dem Bundesrat die Flexibilität nicht geben wollen. Ich wäre dazu bereit gewesen, habe aber auch Verständnis, wenn das nicht gewünscht wird. Deshalb ist die Arbeit gesetzestechnisch einfach schwierig.

Ich glaube, Kollege Engler trifft einen wunden Punkt unserer Zeit. Eugen Huber würde sich im Grabe umdrehen, wenn er sähe, wie wir heute Gesetzgebung machen. Inhaltlich wäre er vielleicht noch einverstanden mit unseren Vorschlägen, aber die Formulierung würde mindestens er als ungenügend betrachten.

Angenommen - Adopté

Art. 3 Abs. 1, 2 Antrag der Mehrheit Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

AB 2020 S 1316 / BO 2020 E 1316

Antrag der Minderheit (Noser, Hegglin Peter, Schmid Martin, Wicki) Festhalten

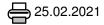
Art. 3 al. 1, 2

Proposition de la majorité Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité (Noser, Hegglin Peter, Schmid Martin, Wicki) Maintenir

Noser Ruedi (RL, ZH): Ich kann nahtlos an die Diskussion anschliessen, die wir vorhin geführt haben. Zu einer guten Gesetzgebung gehören eben auch Klarheit und Stringenz.

Worum geht es hier? Wir reden hier über etwas, was schon abgeschlossen ist. Es gibt über hunderttausend Kreditverträge, die heute bereits abgeschlossen sind und nach denen gelebt wird. In diesen Kreditverträgen





Ständerat • Wintersession 2020 • Neunte Sitzung • 10.12.20 • 08h15 • 20.075

Conseil des Etats • Session d'hiver 2020 • Neuvième séance • 10.12.20 • 08h15 • 20.075



steht drin, dass die Kredite innerhalb von fünf Jahren zurückbezahlt werden müssen. Das steht in den Verträgen drin. Vermutlich war es für jede Firma für die Aufnahme des Kredites entscheidend zu wissen, dass sie ihn in fünf Jahren zurückzahlen muss.

Es hat viele Leute gegeben – sie haben sich auch bei mir gemeldet –, die begründet haben, warum sie den Covid-Kredit gut finden. Viele Leute haben aber auch begründet, warum sie den Covid-Kredit schlecht finden. Sie haben je ihre Argumente vorgebracht. Sie haben aufgrund dessen, was wir auf den Tisch gelegt haben, entschieden, ob sie den Kredit nehmen oder nicht.

Es steht auch drin – und das haben wir hier auch so –, wenn es Härtefälle gibt, dass eine Verlängerung um fünf Jahre möglich ist. Auch das ist so abgemacht. Wer um fünf Jahre verlängert, kriegt auch noch so etwas wie eine Schuldenberatung, sage ich jetzt einmal. Man muss dann im Prinzip mit ihm zusammenkommen und schauen, wie es in den nächsten fünf Jahren weitergehen soll.

Was macht die Kommissionsmehrheit? Die Kommissionsmehrheit erklärt alle 136 000 Firmen neu zu Härtefällen, indem sie allen 136 000 Firmen ermöglicht, den Kredit nicht in fünf Jahren zurückzuzahlen, sondern in acht Jahren, unabhängig davon, ob sie das brauchen oder nicht. Sie begründet das damit, dass man in der Zukunft ganz schlechte Aussichten habe.

Ich finde das schon erstaunlich: Wir sind heute offenbar in der Lage, auf zehn Jahre hinaus die Zukunft vorauszusehen. Ich habe vorhin Herrn Bundesrat Ueli Maurer gehört, der gesagt hat, dass wir im Wochenrhythmus die Zukunft anders einschätzen würden. Aber offenbar sind wir heute in der Lage zu sagen, dass man die nächsten acht Jahre für die Rückzahlung brauche.

Die Minderheit möchte, dass wir beim Entwurf des Bundesrates bleiben. Wer innerhalb von fünf Jahren zurückzahlen kann, soll das tun. Wer es nicht kann, soll zusammen mit den Bürgschaftsorganisationen einen Plan machen, wie die Rückzahlung in den nächsten fünf Jahren erfolgen soll. Ich glaube, das ist ein vorsichtiges Konzept für den Umgang mit dem Geld des Steuerzahlers.

Meiner Ansicht nach gibt die Mehrheit ein Versprechen ab, das sie nicht halten kann. Sie müssen den Text lesen, über den wir jetzt abstimmen. Beim Mehrheitsantrag heisst es: "Eine Solidarbürgschaft dauert höchstens acht Jahre." Wie ist die Situation? Es gibt einen Vertrag zwischen der Kreditnehmerfirma und der Bank. Dort heisst es "fünf Jahre". Jetzt sagen wir als Gesetzgeber, dass man diesen Vertrag auf acht Jahre verlängern könne. Ob das eine Bank tut oder nicht, ist aber völlig offen.

Ich frage Sie: Ist es klug, heute, in einer Situation, wo niemand weiss, was morgen gilt, noch einmal eine Unsicherheit einzubauen? Wenn wir jetzt der Mehrheit zustimmen, werden manche denken, sie könnten jetzt acht Jahre warten. Aber das stimmt gar nicht. Denn schlussendlich wurde ein privatrechtlicher Vertrag abgeschlossen. Wir eröffnen hier nur die Möglichkeit, dass man das tun kann. Glauben Sie wirklich, dass wir hier eine gute Gesetzgebung machen, wenn wir solche Unsicherheiten einbauen? Hingegen ist im Moment die Situation so, dass man klare Verhältnisse hat.

Es kommt dazu – das hat der Kommissionssprecher einleitend gesagt -: Am Montag werden wir schon wieder neue Anträge auf dem Tisch haben, vermutlich branchenspezifische. Wenn es eine Begründung gäbe, warum man die Kredite länger laufen lassen müsste, dann würde sie vermutlich für zwei, drei Branchen zutreffen. Aber morgen oder übermorgen kommt der Bundesrat schon wieder mit neuen Anträgen.

Wenn wir heute bei fünf Jahren bleiben, dann werden für die Definition des Härtefalls auch die fünf Jahre für die Rückzahlung des Kredits herangezogen. Ich nehme an, Bundesrat Ueli Maurer wird das in seinem Konzept in der Beurteilung eines Härtefalls dann auch berücksichtigen. Wenn wir heute "acht Jahre" hineinschreiben, dann wird er bei der Massnahme, die morgen oder übermorgen kommt, weniger machen müssen.

Wir würden Unsicherheit schaffen, wir würden im Prinzip in privatrechtliche Verträge eingreifen, und wir würden alle 130 000 Unternehmen zu Härtefällen erklären. Das macht keinen Sinn. Darum bitte ich Sie wirklich, hier der Minderheit zuzustimmen. Ich tue das auch, weil das Ergebnis im Nationalrat sehr knapp war: Mit nur 99 zu 92 Stimmen hat die Frist von acht Jahren gesiegt.

Es macht im Moment gar keinen Sinn, dass wir da als Ständerat switchen, wenn wir recht haben. Ich habe das Votum von Bundesrat Ueli Maurer im Nationalrat noch einmal gelesen. Es ist stringent – man kann es nicht besser sagen, als er es getan hat. Es stimmt alles, was der Bundesrat sagt.

Darum bitte ich Sie hier wirklich dringend, der Minderheit zuzustimmen.

Levrat Christian (S, FR), pour la commission: Si je peux comprendre les réflexions de notre collègue Stefan Engler d'ordre esthétique ou de technique législative pour l'article précédent, il me semble que celui-ci est par contre assez clair. La question qui nous est posée est triviale: est-ce que la durée des crédits doit être portée de cinq à huit ans?

D'entrée, peut-être, il convient de poser un point. En première lecture, le Conseil national avait une position

25.02.2021





Ständerat • Wintersession 2020 • Neunte Sitzung • 10.12.20 • 08h15 • 20.075 Conseil des Etats • Session d'hiver 2020 • Neuvième séance • 10.12.20 • 08h15 • 20.075

qui consistait à dire que les crédits devaient être portés de cinq à huit ans et le taux d'intérêt fixé à zéro pour cent, pour l'ensemble de la durée des crédits cautionnés. Le Conseil national a renoncé – à mon sens à raison – à cette question du taux d'intérêt et admet dorénavant que le Conseil fédéral peut faire varier ces taux en fonction de l'évolution des marchés. Cela signifie que la question de la durée du crédit et de la recherche d'une solution consensuelle entre les deux conseils doit intégrer ces éléments. Le Conseil national s'attend, ayant fait un pas dans notre direction sur la question du taux, à ce qu'on fasse un autre pas dans sa direction sur la question de la durée du crédit. C'est le premier point qu'il convient de retenir, et il parle pour une augmentation à huit ans.

Le deuxième point, c'est que nous sommes confrontés à une deuxième vague. Il est effectivement vraisemblable, je vous l'ai dit, que le Conseil fédéral présente de nouvelles mesures. Cela signifie aussi que les entreprises concernées sont confrontées aujourd'hui à une très grande incertitude. Il est très peu probable que l'année 2021 soit meilleure que l'année 2020. Cela signifie que, sur les cinq ans qui leur seraient accordés, elles se retrouveraient pour, au minimum deux ans, dans une situation extrêmement périlleuse et qu'elles devraient trouver une solution pour rembourser ces crédits, non plus en cinq ans comme elles pouvaient s'y attendre au printemps, mais en réalité en trois ans. Une extension à huit ans nous permettrait de leur donner un peu d'air ou de revenir à quelque chose qui ressemblerait au plan initial, à savoir que le remboursement puisse effectivement s'étaler sur cinq années d'activité normale.

Le troisième élément qu'il faut mettre en évidence, c'est que le texte parle de huit ans au maximum, ou cinq ans au maximum – "höchstens". Cela signifie que les banques et les entreprises concernées peuvent rembourser ces crédits, si elles en ont les moyens, dans un délai beaucoup plus rapide. Cela signifie que vous n'aurez pas à modifier 135 000 crédits comme vous le dites, mais que la question se poserait

AB 2020 S 1317 / BO 2020 E 1317

exclusivement, au terme de la première période, pour les entreprises qui ne seraient pas en mesure de procéder à ces remboursements. On a donc une soupape de sécurité, qui permet aux entreprises en difficulté d'avoir d'abord une extension de cinq à huit ans, puis, si elles ont des difficultés beaucoup plus graves, de trouver une solution dans les dix ans, suivant le mécanisme qui est proposé par le Conseil fédéral.

Il s'agit, pour la majorité, d'une adaptation pragmatique à l'évolution de la situation et non d'une modification fondamentale du contenu des contrats, tels qu'ils ont été convenus le printemps dernier.

Nous vous invitons par conséquent à suivre le Conseil national dans cette affaire et à régler cette divergence. Le Conseil national a, pour une fois, fait preuve d'un minimum de pragmatisme en renonçant à maintenir sa position sur les taux d'intérêt. Nous devrions faire la même chose sur la durée des crédits.

Bischof Pirmin (M-CEB, SO): Ich bitte Sie, hier der Mehrheit zu folgen. An sich haben wir die Diskussion schon einmal geführt. Es gibt triftige Gründe für die bundesrätliche Regel mit, sage ich jetzt einmal, fünf plus fünf Jahren. Die nationalrätliche Regelung, der wir uns jetzt anschliessen würden, ist, wenn Sie so wollen, eine Acht-plus-zwei-Formel. Wenn die Welt jetzt wieder in Ordnung wäre, dann würde die bundesrätliche Regel wahrscheinlich funktionieren. Wenn jetzt alle Unternehmungen wieder in der Lage wären, ordentlich zu amortisieren, zurückzuzahlen, Gewinne zu machen, dann sollte eine Amortisierung innerhalb von fünf Jahren möglich sein.

Die Welt ist aber nicht so geworden. Wir erleben im Gegenteil im Moment wieder eine Verschärfung der Lage, und es ist nicht absehbar, dass sich die Situation gross ändern wird – und zwar nicht für zwei, drei Unternehmen, sondern für Tausende von Unternehmen in diesem Lande. In dieser Situation ist die Kommissionsmehrheit der Meinung, dass es möglich sein sollte, hier die Amortisationszeit zu erstrecken.

Und hier kommt ein weiterer Punkt: Die Äusserung von Kollege Noser, dass wir alle Unternehmungen zu Härtefällen erklären würden, stimmt natürlich nicht. Die Formulierung – das sehen Sie, wenn Sie sie lesen – heisst: "Eine Solidarbürgschaft dauert höchstens acht Jahre." Das heisst, wenn die Bank und eine Unternehmung zum Schluss kommen, dass das Darlehen, das darunterliegt, nicht in fünf, sondern in acht Jahren amortisiert werden soll, und sie das so vereinbaren, dann gilt auch die Bürgschaft für diese verlängerte Dauer.

Es ist aber keineswegs so, dass das für alle einfach automatisch gilt. Es ist auch unsicher, ob überhaupt die Mehrheit der betroffenen Unternehmen von diesem Recht Gebrauch machen wird. Das wird sich zeigen. Aber Sie öffnen mindestens den Weg, dass Unternehmungen, die jetzt ein schlechtes Jahr 2020 haben, die voraussichtlich auch noch ein schlechtes Jahr 2021 haben werden, das Darlehen in einer möglichen Zeit amortisieren können, und zwar auch, wenn sie in einer Branche arbeiten, die keine Hochmargenbranche ist – und das gilt halt für die meisten der betroffenen Unternehmungen, von denen wir sprechen.

Die Gesamtbürgschaftsdauer bleibt bei zehn Jahren. Denn es wird im Härtefall, anstatt dass von fünf Jahren



Ständerat • Wintersession 2020 • Neunte Sitzung • 10.12.20 • 08h15 • 20.075
Conseil des Etats • Session d'hiver 2020 • Neuvième séance • 10.12.20 • 08h15 • 20.075



um weitere fünf verlängert werden könnte, jetzt einfach von acht Jahren um zwei weitere verlängert. Ich glaube, wir gehen damit einen Schritt auf den Nationalrat zu. Der Nationalrat hat bei der wichtigen Zinsbestimmung – der Kommissionspräsident hat das gesagt – dem Ständerat nachgegeben. Ich glaube, es ist zum Nutzen der betroffenen Unternehmungen richtig, dass wir hier einen Schritt auf den Nationalrat zugehen. Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Ettlin Erich (M-CEB, OW): Ich bitte Sie auch, der Mehrheit zu folgen. Ich habe noch zwei Punkte, und zwar eine Anmerkung und dann auch noch eine Frage an den Herrn Bundesrat zur Klärung.

Es wurde jetzt das Argument gebracht, dass man 130 000 Verträge ändern müsste. Da habe ich mich in der Covid-19-Solidarbürgschaftsverordnung schlaugemacht. Dort, im Anhang 2, ist eine solche Kreditvereinbarung enthalten. Dort steht: "4. Zusicherung des Kreditnehmers: Der Kreditnehmer wird den unter dieser Kreditvereinbarung gewährten Kreditbetrag ausschliesslich zur Sicherung seiner laufenden Liquiditätsbedürfnisse verwenden. Nicht zulässig sind insbesondere neue Investitionen ins Anlagevermögen." Mit dem Gesetz, das wir jetzt machen, sind solche Investitionen zulässig. Wir ändern das. Und das ist auch kein Grund, um jetzt zu sagen, man müsse alle Verträge anpassen. Wir müssten sie sowieso anpassen. Kollege Bischof hat ja ausgeführt, dass man das eigentlich auf Umwegen sowieso machen kann, und zwar insofern, als der Kreditnehmer, der eine längere Dauer beansprucht, zur Bank gehen kann. Das zu diesem Punkt.

Die Frage daraus ergibt sich für mich, auch an den Bundesrat und vielleicht zur Klärung hier im Plenum: Was ist mit den Verletzungen dieser Verträge unter der Verordnung? Die Frage tauchte jetzt auf. Die ist an mich gelangt. Wenn jemand diese Bestimmung 4, die ich jetzt vorgelesen habe – also keine Investitionen ins Anlagevermögen –, unter der Verordnung verletzt hat, wird das jetzt rückwirkend mit der Gesetzeseinführung legitimiert? Ich denke nicht. Ich denke, es bleibt eine Verletzung. Aber vielleicht hilft das, wenn wir hier eine Klärung dazu haben. Es wird dann später, wenn man den Zeitpunkt der Einführung des Gesetzes und der geltenden Verordnung noch besprechen wird, sicher Fragen dazu geben.

Schmid Martin (RL, GR): Gerade die von Herrn Ettlin aufgeworfenen Fragen zeigen aus meiner Sicht, wie schwierig und wie problematisch es ist, wenn wir gesetzgeberisch vom Konzept des Bundesrates von diesem Frühling abweichen. Denn der Bundesrat hat damals in einer Notverordnung quasi mit Notrecht eine Regelung zwischen Banken, Unternehmen und dem Bund getroffen. Ich bin der Meinung, das war richtig. Wir sollten uns genau an diese Grundsätze halten. Wir schaffen damit viel weniger Probleme, als wenn wir das jetzt einseitig verlängern und damit neue Rechtsfragen aufwerfen: ob dann die Banken überhaupt verpflichtet sind, das nachzuvollziehen, und ob wir nicht alle Verträge neu anpassen müssen.

Ich möchte auch noch einen anderen Gesichtspunkt einbringen. Im Frühling ging es darum, die Liquidität zu sichern. Deshalb hat ein Unternehmen ja nur einen Covid-Kredit in der Höhe von 10 Prozent seines Umsatzes bekommen. Wenn wir nun eine zweite Welle haben oder wenn sich die Situation verschärft, werden diese Unternehmen nicht ein Liquiditätsproblem haben, sondern ein Ertragsproblem. Das ist eine ganz andere Ausgangslage. Wenn wir in Zukunft über Härtefälle sprechen werden, wird es nicht mehr um Liquidität und Kreditrückzahlungen gehen, sondern darum, wie wir diesen Unternehmen substanziell helfen können. Da ist es meines Erachtens falsch, einfach die Liquiditätsfrage zu stellen, einfach die Kredite zu verlängern. Wenn wir im nächsten Jahr dann einen Impfstoff haben und die Covid-Krise hoffentlich bewältigt ist, schaffen es diejenigen Unternehmen, die gesund sind, diesen Kredit auch in fünf Jahren zurückzuzahlen. Und die anderen werden es eben so oder so nicht schaffen. Wir werden dort zusätzliche Massnahmen beschliessen müssen. Deshalb bin ich der Überzeugung, dass es richtig ist, am ursprünglichen bundesrätlichen Konzept festzuhalten. Deshalb stimme ich mit der Minderheit und beantrage Ihnen, beim Ständerat zu bleiben.

Maurer Ueli, Bundesrat: Ich bitte Sie hier ebenfalls dringend, beim Bundesrat zu bleiben.

Diese Bürgschaftskredite sind ja im Frühjahr entstanden. Wie bereits gesagt wurde: Wir haben das sehr schnell gemacht. Und hier sprechen wir von einem Verhältnis zwischen Bank und Kreditnehmer. Die Frage der Kreditverwendung, die Herr Ettlin Erich angesprochen hat, ist eine Frage zwischen Bund und Kreditnehmer. Dort können wir allenfalls Einfluss nehmen und nehmen auch Einfluss. Aber hier geht es um Kreditverträge zwischen einer Bank und einem Kreditnehmer. Schauen wir uns das noch an: In Absatz 1 sagen wir, wie lange die Bürgschaft dauert, nämlich acht Jahre. Da könnten wir ja noch sagen, dann bürgen wir acht Jahre. Aber in Absatz 2 sagen wir dann, der Kredit sei auch zwingend in acht

AB 2020 S 1318 / BO 2020 E 1318

Jahren zurückzuzahlen. Damit wird der Vertrag zwischen Kreditnehmer und Kreditgeber, also zwischen Bank und Kreditnehmer, ausser Kraft gesetzt, und dies 135 000 Mal. Das ist meiner Meinung nach eine Desavouie-

25.02.2021



Ständerat • Wintersession 2020 • Neunte Sitzung • 10.12.20 • 08h15 • 20.075 Conseil des Etats • Session d'hiver 2020 • Neuvième séance • 10.12.20 • 08h15 • 20.075



rung der Banken, das kann man als gesetzgebende Behörde im Nachhinein nicht machen.

Die Banken sind diese Verträge unter der Bedingung einer Frist von fünf Jahren eingegangen. Ich bin mir nicht sicher, ob die Banken mitgemacht hätten, wenn wir mit acht Jahren begonnen hätten. Denn acht Jahre Kredite betreuen bedeutet einen wesentlich höheren Aufwand, fast den doppelten Aufwand. Sie müssen die Konten führen, sie machen das gratis. Und jetzt verlängern wir das, ohne sie zu fragen. Ich glaube, das geht nun mal einfach nicht.

Die Frage, die Sie mit der Verlängerung auf acht Jahre lösen möchten, ist die Frage der Härtefälle. Und hier sage ich Ihnen, dass unsere Lösung den Härtefällen gerechter wird. Wenn Sie den Kredit nach fünf Jahren nicht zurückbezahlen können, müssen Sie schon nach fünf Jahren einen Amortisationsplan eingeben und sagen, wie Sie das bezahlen können. Gerade die Betriebe, die Kredite bezogen haben, sind wahrscheinlich in einer schwierigen Situation. Und einfach acht Jahre zuzuschauen, ohne etwas zu machen, ist vielleicht nicht gerade fahrlässig, aber unsere Lösung, dass nach fünf Jahren ein Amortisationsplan gemacht werden muss, wenn der Kredit nicht zurückbezahlt werden kann, ist eine echte Unterstützung. Dies wird dem Härtefall viel gerechter, als wenn Sie einfach auf acht Jahre verlängern. So können Sie nach fünf Jahren eine Lösung suchen. Sie können die Frist verlängern. Und wenn Sie von Härtefalllösung sprechen: Unsere Lösung, die wir vorschlagen, ist die bessere Härtefalllösung, als einfach die Dauer zu verlängern. Wir haben bewusst diese Verlängerung von sieben auf zehn Jahre vorgesehen, damit man dann wirklich die Gelegenheit hat. Das zur aktuellen Situation.

Ich möchte einfach wieder über gleich lange Spiesse sprechen. Wenn wir von Anfang an acht Jahre vorgesehen hätten, dann, davon bin ich überzeugt, wären noch viel mehr Betroffene gekommen und hätten gesagt: "Für acht Jahre ist das so günstig, das nehme ich." Jetzt ändern Sie die Bedingungen und schaffen damit möglicherweise für Zehntausende, die nicht profitiert haben, ungleich lange Spiesse. Man kann nicht einfach im Nachhinein die Bedingungen ändern. Das geht meiner Meinung nach nicht, weil Sie sie dann ungleich machen. Wir haben das auch gesehen.

Ich habe das schon gesagt: Es sind schon etwa 800 Millionen Franken zurückbezahlt worden. 3 Milliarden wurden gar nicht bezogen. Weshalb wurden sie nicht bezogen oder schon zurückbezahlt? Viele haben geglaubt, der Bund würde das einmal schenken, und dachten: "Ich hole es mal ab, damit ich es dann habe." Weil man gemerkt hat, dass der Bund das nicht macht, zahlt man es wieder zurück.

Das ist ein wichtiger Grundsatz. Wir können nicht die Bestimmungen ändern, sonst schaffen wir sehr viel Unsicherheit. Wir werden noch neue Programme auflegen müssen. Wir werden noch Monate in diesem Modus sein. Und wenn wir beginnen, im Laufe des Verfahrens die Bedingungen zu ändern, dann öffnen wir Tür und Tor für Spekulationen. Wir sollten dort zuverlässig sein, wo wir zuverlässig sein können. Und mit diesen fünf Jahren können wir diese Zuverlässigkeit bieten. Das auf acht Jahre zu verlängern, hilft niemandem. Es hilft vor allem den Betroffenen nicht. Es desavouiert die Banken, und es schafft unnötige Unsicherheit in einem Bereich, in dem wir stabil sein sollten. Wir haben so viele Unwägbarkeiten, so viele Änderungen. Und wenn wir, wenn Sie als Ständerat dies hier auch noch ändern, stehen mir die restlichen Haare wirklich zu Berge.

Ich glaube, wir sollten hier wirklich dort weiterfahren, wo wir im Frühjahr begonnen haben, nämlich zuverlässig sofort ein Programm aufzulegen, dabei zu bleiben, Härtefälle adäquat zu unterstützen, verlässlicher Partner zu sein für Kreditnehmer und Banken. Das ist unsere Aufgabe. Diese Verlängerung von fünf auf acht Jahre klingt auf den ersten Blick relativ harmlos und sieht nach einer besseren Lösung aus. Aber das ist sie nicht. Sie schafft vor allem ein unnötiges Präjudiz für die nächsten Monate, in denen wir mit allen Beteiligten noch arbeiten müssen.

Ich bitte Sie hier also wirklich, bei diesen fünf Jahren und damit beim Bundesrat zu bleiben und Ihrer Kommissionsminderheit zu folgen. Ich meine, es ist ein ganz zentrales und wichtiges Element in der Diskussion, die wir zurzeit führen.

Abstimmung – Vote Für den Antrag der Minderheit ... 23 Stimmen Für den Antrag der Mehrheit ... 20 Stimmen (0 Enthaltungen)

Art. 23

Antrag der Kommission

Abs. 1

Stellt die Revisionsstelle der Kreditnehmerin oder des Kreditnehmers im Rahmen der eingeschränkten oder ordentlichen Revision der Jahres- oder Konzernrechnung eine Verletzung einer Vorgabe nach Artikel 2 Absatz

25.02.2021

7/10



Ständerat • Wintersession 2020 • Neunte Sitzung • 10.12.20 • 08h15 • 20.075 Conseil des Etats • Session d'hiver 2020 • Neuvième séance • 10.12.20 • 08h15 • 20.075



2 fest, so setzt sie ihr oder ihm eine angemessene Frist zur Herstellung des ordnungsgemässen Zustandes. Wird dieser nicht innerhalb der gesetzten Frist hergestellt, so muss die Revisionsstelle die Generalversammlung informieren. Sollte der Verwaltungsrat den ordnungsgemässen Zustand auch dann nicht unverzüglich herstellen, so informiert die Revisionsstelle die zuständige Bürgschaftsorganisation.

Abs. 2

Die Bürgschaftsorganisation kann zudem im eigenen Ermessen bei Kreditnehmerinnen und Kreditnehmern eine Überprüfung der Kreditverwendung durchführen lassen. Sollte der Kreditnehmer über keine eigene, gewählte Revisionsstelle verfügen, kann die Bürgschaftsorganisation einen zugelassenen Revisor mit einer Covid-19-Kreditverwendungsprüfung beauftragen, bei der die Einhaltung der Vorgaben nach Artikel 2 Absatz 2 geprüft wird. Sollte die Kreditnehmerin oder der Kreditnehmer über eine Revisionsstelle verfügen, so kann diese von der Bürgschaftsorganisation mit der Kreditverwendungsprüfung beauftragt werden.

Abs. 3

Der zugelassene Revisor berichtet über das Ergebnis seiner Prüfung an die Bürgschaftsorganisation und an die Kreditnehmerin oder den Kreditnehmer.

Art. 23

Proposition de la commission

Al. 1

Si l'organe de révision du preneur de crédit constate, dans le cadre de la révision restreinte ou ordinaire des comptes annuels ou des comptes de groupe, une violation d'une prescription de l'article 2 alinéa 2, il lui impartit un délai approprié pour régulariser la situation. Si celle-ci n'est pas régularisée dans le délai imparti, l'organe de révision doit informer l'assemblée générale. Si le conseil d'administration ne régularise pas non plus la situation sans délai, l'organe de révision informe l'organisation de cautionnement compétente.

Al. 2

L'organisation de cautionnement peut en outre, selon sa propre appréciation, décider de soumettre les preneurs de crédit à un contrôle concernant l'utilisation des crédits. Si le preneur de crédit ne dispose pas de son propre organe de révision, l'organisation de cautionnement peut charger un réviseur agréé de contrôler l'utilisation des crédits Covid-19 afin de vérifier si les dispositions de l'article 2 alinéa 2 sont respectées. Si le preneur de crédit dispose de son propre organe de révision, l'organisation de cautionnement peut charger ce dernier de contrôler l'utilisation des crédits.

AI. 3

Le réviseur agrée rend compte des résultats de son contrôle à l'organisation de cautionnement et au preneur de crédit.

Levrat Christian (S, FR), pour la commission: La commission a trouvé à l'unanimité une solution de compromis entre la position du Conseil des Etats, qui était la position du Conseil fédéral également, et celle du Conseil national. Elle propose, comme le Conseil fédéral, de maintenir la règle qui

AB 2020 S 1319 / BO 2020 E 1319

veut que lorsque l'organe de révision constate des irrégularités, qu'il s'agisse d'une révision ordinaire ou d'une révision restreinte, il soit contraint de l'annoncer d'abord à l'entreprise concernée, ensuite à l'autorité de cautionnement. Cette annonce est toutefois effectuée sous la réserve d'une discussion interne à l'entreprise, et d'un avis adressé à l'assemblée générale et aux organes de l'entreprise, pour leur permettre de régulariser la situation avant qu'une dénonciation soit adressée aux organes de cautionnement. C'est le premier point et cela concerne l'alinéa 1, qui reprend et précise donc la version du Conseil fédéral.

A l'alinéa 2, nous proposons de reprendre l'idée du Conseil national et de faire en sorte que les organisations de cautionnement puissent, si elles le jugent nécessaire, ordonner une révision. Il est à ce titre assez illusoire d'espérer une approche généralisée, que par exemple 10 ou 20 pour cent des entreprises concernées fassent l'objet d'une révision. Mais cela permettrait, lorsque les organes de cautionnement ont des doutes précis sur une entreprise, de mandater un organe de révision et de procéder au contrôle nécessaire. C'est donc probablement quelque chose de relativement modeste, mais qui permettrait peut-être, ici ou là, d'intervenir si nécessaire.

Nous ne créons pas – c'est peut-être un point important – avec ce dispositif d'obligation supplémentaire pour les sociétés de révision. Ce n'est que dans les cas où elles découvrent, dans leur révision ordinaire ou restreinte, des éléments illicites qu'elles sont tenues de les annoncer. Il n'y a pas d'obligation, ni de responsabilité supplémentaire pour les sociétés de révision concernées.



Ständerat • Wintersession 2020 • Neunte Sitzung • 10.12.20 • 08h15 • 20.075 Conseil des Etats • Session d'hiver 2020 • Neuvième séance • 10.12.20 • 08h15 • 20.075



Ettlin Erich (M-CEB, OW): Danke für die Ausführungen, auch für den letzten Teil von Kollege Levrat. Ich unterstütze das natürlich, dass wir hier bei diesem Artikel Klarheit schaffen. Ich bitte Sie, die Version auch so anzunehmen. Es ist, wie gesagt wurde, keine Ausweitung der Aufgaben für die Revisionsstelle. Das ist wichtig. Der Prüfungsbereich bleibt gleich, damit hat man auch keine Kostenausweitung und, was auch wichtig ist, keine Zusatzverantwortung. Das möchte ich einfach zuhanden des Amtlichen Bulletins festgehalten haben. Mit dieser klaren Kaskade gemäss diesem Artikel kann man, glaube ich, jetzt auf den Nationalrat zugehen. Ich hoffe, dass der Nationalrat dann hier auch die gleiche Lösung akzeptiert.

Maurer Ueli, Bundesrat: Angelehnt an das Votum von Herrn Engler: Der Volksmund sagt: "Was lange währt, wird endlich gut." Hier könnte man sagen: "Was lange währt, wird etwas besser." In diesem Sinne sind wir mit der Formulierung einverstanden. So, wie es jetzt formuliert ist, macht es Sinn.

Angenommen - Adopté

Art. 25a Abs. 3

Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 25a al. 3

Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil national

Levrat Christian (S, FR), pour la commission: La première chose est qu'il faudra que nous rattrapions le vote sur le frein aux dépenses sur cet article 25a. Nous l'avions oublié lors de la première lecture. Cela peut être rattrapé sans autre.

Cet article 25a est la base légale qui permettrait au Conseil fédéral, s'il le juge utile, de lancer un nouveau programme de cautionnement solidaire. Dans cet article et dans les dispositions de détail, le Conseil fédéral proposait un alinéa 3, qui entendait limiter ces programmes à des entreprises qui voyaient une baisse de leur chiffre d'affaires de 60 pour cent. À la réflexion, confrontés aussi à l'évolution de la situation de la pandémie, nous sommes arrivés à conclusion que cette condition était par trop restrictive, qu'elle restreignait trop la marge de manoeuvre du Conseil fédéral pour un éventuel deuxième type de crédits, et que, par conséquent, il était utile de la supprimer. D'autant plus que nous sommes ici dans une logique de cautionnement et de crédit, et non dans une logique de soutien à fonds perdus, comme c'est le cas dans la loi Covid-19, que nous traiterons lundi prochain.

La commission vous propose, à l'unanimité, de biffer cet alinéa 3 et de suivre le Conseil national.

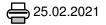
Maurer Ueli, Bundesrat: Wir sind einverstanden mit dieser Streichung, denn ich denke, wir müssen in Zukunft etwas Flexibilität haben. Diese Beschränkung auf den Umsatz ist problematisch. Ich verdeutliche es mit einem Beispiel, das vorgestern auf meinen Tisch geflattert ist. Ein Gastwirt, der sich während des Lockdowns grosse Mühe gegeben hat mit Take-away am Sonntag und auch sonst immer, hat nur 38 Prozent Umsatzrückgang erlitten. Er würde also nicht unter diese Regelung fallen. Sein Nachbar, der die Türe um 15 Uhr geschlossen hat, hat dann mehr als 40 Prozent Umsatzrückgang verzeichnet. In diesem Umfeld brauchen wir etwas Flexibilität, um Gesuche zu prüfen. Wir sind einverstanden, wenn man diese 60 Prozent jetzt nicht im Gesetz festschreibt, das gibt etwas mehr Spielraum.

Angenommen - Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote (namentlich – nominatif; 20.075/4101) Für Annahme der Ausgabe ... 41 Stimmen (Einstimmigkeit) (0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht La majorité qualifiée est acquise





Ständerat • Wintersession 2020 • Neunte Sitzung • 10.12.20 • 08h15 • 20.075 Conseil des Etats • Session d'hiver 2020 • Neuvième séance • 10.12.20 • 08h15 • 20.075



Präsident (Kuprecht Alex, Präsident): Damit haben wir alle Differenzen behandelt. Herr Levrat wünscht noch einmal das Wort. Er beantragt, die Behandlung des Geschäftes 20.084, welches als nächstes auf der Tagesordnung steht, zu verschieben. Es geht auch dort um die Differenzbereinigung.

Levrat Christian (S, FR), für die Kommission: Ich habe eigentlich bereits begründet und erläutert, warum wir es verschieben möchten.

Nochmals ganz kurz: Wir haben bei der nationalrätlichen Schwesterkommission einen Rückkommensantrag gestellt, um die Frage von zusätzlichen Hilfen für betroffene Branchen und besonders schwache Personen nochmals überprüfen zu können. Der Bundesrat hat auch die Möglichkeit erwogen, an seiner Sitzung von morgen Freitag ebenfalls zusätzliche Massnahmen zu beantragen.

Der weitere Fahrplan sieht vor, dass nächsten Montag die WAK-N und ebenfalls nächsten Montag die WAK-S tagt und, wenn ich es richtig verstanden habe, am Montagnachmittag die Beratung in diesem Rat folgt, sodass wir innerhalb einer Woche dieses neue Programm aufgegleist hätten.

Präsident (Kuprecht Alex, Präsident): Ich stelle fest, dass Sie mit der Verschiebung der Behandlung des Geschäftes 20.084 auf den Montag der dritten Sessionswoche einverstanden sind.

AB 2020 S 1320 / BO 2020 E 1320